

Consultation publique n°2023-01 du 25 janvier 2023 relative à la définition d'un prix de référence du gaz pour les clients particuliers pour accompagner la fin des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

A titre liminaire, ilek tient à remercier la CRE pour cette consultation relative à la définition d'un prix de référence du gaz qui viendra prendre le relai des TRVG après leur extinction au 30 juin 2023.

Nous comprenons que la CRE envisage de publier, à compter du 1er juillet 2023 et à un rythme mensuel, des prix de référence du gaz (HT) s'inscrivant dans la continuité des TRVG historiques et représentatifs des offres que les fournisseurs devraient pouvoir proposer aux consommateurs résidentiels et aux petites copropriétés, compte tenu des conditions de marché et des coûts qu'ils supportent.

ilek soutient cette initiative.

Néanmoins, cette nouvelle référence n'aura d'intérêt, et ne pourra être utilisée par les fournisseurs pour indexer leurs offres, que si elle demeure "contestable" par les fournisseurs et représentative de l'ensemble de leurs coûts. Un indice artificiellement bas n'aurait aucun intérêt et n'aurait pour seule conséquence que de créer de la défiance de la part des consommateurs vis-à-vis des fournisseurs et du marché.

1. Considérez-vous le détail des informations publiées adapté ? Considérez-vous pertinent de détailler l'abonnement, d'une part, et la part variable, d'autre part ?

Oui.

2. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la répartition des coûts fixes dans l'abonnement et coûts variables dans la part variable ?

Oui, cela nous paraît très pertinent.

3. Pensez-vous que ces deux types de consommateurs sont suffisamment représentatifs des consommateurs résidentiels de gaz et donc adaptés à la publication de la CRE ?

Oui, ces deux types de consommateurs sont les plus représentatifs.

4. Quelles CAR vous semblent devoir être retenues ?

L'option 1. Nous n'avons pas assez de recul sur les valeurs observées en 2022 pour savoir si elles seront représentatives d'une évolution pérenne des consommations.

5. Considérez-vous que les profils GRDF et options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents ?

Oui.

6. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz durant la période d'application du bouclier tarifaire ?

Oui

7. Durant la période d'application du bouclier tarifaire, considérez-vous préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros, ou un autre type d'offre ?

Oui, il est préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros

8. En plus de la présente référence reflétant les variations court terme des marchés de gros, souhaitez-vous que la CRE publie, après la période d'application du bouclier tarifaire, un prix de référence reflétant, par exemple, une offre à prix fixe ? Si oui, sur combien d'années de prix fixe ?

Non. Nous considérons que cela va complexifier la bonne compréhension des consommateurs dans la mesure où il pourrait y avoir une multitude d'offres à prix fixe différentes (nombre d'années, etc.)

Par ailleurs, et si cela devait être l'inquiétude de la CRE, nous tenons à rappeler que le seul indice TRVG n'a pas empêché le développement des offres à prix fixe, aujourd'hui majoritaires.

9. Sur le territoire de GRDF, considérez-vous utile de publier une fourchette de prix et un prix moyen pour représenter les disparités géographiques de coûts de transport et stockage ?

Plutôt qu'un prix moyen de fourniture, nous proposons que la CRE publie "un corridor de prix moyen" permettant de refléter les disparités géographiques des différentes briques de coûts.

10. Sur les territoires des ELD, considérez-vous pertinent de publier une référence de prix propre à l'ELD ?

Oui, dans la continuité de ce qui existe aujourd'hui.

11. Quelle option vous semble préférable pour mettre à jour les coûts hors approvisionnement de la référence de prix ?

L'option 1 nous semble la plus simple et la plus représentative des coûts de fourniture. L'article 63 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat prévoit que *"la CRE publie chaque mois le prix moyen de fourniture de gaz naturel et son évolution pour les consommateurs finals domestiques"*. Il ne s'agit pas de recréer un TRVG mais bien une nouvelle référence couvrant au plus près les coûts supportés par un fournisseur et constitutifs de son prix client.

12. Considérez-vous pertinent de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG ?

Oui, cela nous paraît pertinent.

13. Considérez-vous la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval pertinente ? Sinon, quelle modification y apporteriez-vous ?

Oui, cela nous paraît pertinent.

14. Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la construction du prix de référence ?

NSP

15. Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la construction du prix de référence ?

Oui, cela nous paraît pertinent.

16. Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût de transport lié au stockage ?

Oui, cela nous paraît pertinent.

17. Partagez-vous la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution ?

Oui.

18. L'usage des coûts commerciaux du TRVG hors CEE vous semble-t-il convenable dans un premier temps ?

Oui, faute de mieux et dans l'attente du résultat de l'étude de la CRE.

Néanmoins, il est certain qu'Engie bénéficie d'économies d'échelle dont ne disposent pas les autres fournisseurs. Aussi, il conviendrait de prendre les coûts d'Engie et de les multiplier par un coefficient à définir en fonction de sa part de marché afin de refléter la réalité des coûts supportés par un fournisseur représentatif.

19. Considérez-vous pertinent d'intégrer des coûts d'acquisition dans une telle référence ? Si oui, à quel niveau ?

Oui, cela nous paraît indispensable d'intégrer ces coûts d'acquisition.

Si, dans sa consultation, la CRE précise que "l'objectif de la référence de prix n'est pas nécessairement de refléter la situation d'un fournisseur en conquête de part de marché", son objectif n'est pas non plus de refléter la situation d'un fournisseur en situation de position dominante et ancien monopôle.

Ce besoin est d'autant plus nécessaire dans le cadre de la fin des TRVG avec un nombre important de consommateurs aux TRVG qui vont basculer automatiquement

et gratuitement chez l'opérateur historique, et quand, au même moment, les autres fournisseurs vont, au contraire, mener d'importantes campagnes d'acquisition clients.

20. L'utilisation des données issues de la place de marché C2EMarket vous paraît-elle acceptable ?

Oui.

21. La période de lissage sur un an vous paraît-elle cohérente avec l'approvisionnement en CEE des fournisseurs ?

Oui.

22. Considérez-vous qu'une marge de 1,5 €/MWh soit suffisante pour couvrir les risques et la rémunération normale d'un fournisseur approvisionnent ses clients selon la formule décrite au paragraphe 1.3 ?

Non, absolument pas. Le but de l'exercice n'est pas de créer un nouvel indice non contestable par les fournisseurs. Un indice artificiellement bas n'aura aucun bénéfice pour le consommateur. Il sera simplement source de défiance vis-à-vis des fournisseurs.

Au contraire, une saine concurrence permettra aux fournisseurs de naturellement se positionner vis-à-vis de cette référence représentative de leurs coûts.

Par ailleurs, il est indispensable de dissocier couverture des risques et rémunération normale du fournisseur.

23. Dans le cas d'une offre à prix fixe, quels risques vous semblent nécessaires à intégrer dans le prix de référence ? Préciser la méthodologie utilisée pour quantifier ces risques. Si vous êtes un fournisseur, préciser le niveau des différents risques en €/MWh intégrées dans vos offres.

Comme déjà précisé, nous considérons que la mise en place d'un prix de référence pour les prix fixes sera source d'incompréhension pour le consommateur.

24. Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, pouvez-vous indiquer vos coûts d'équilibrage moyen sur les quatre dernières années ?

Confidentiel.

25. Considérez-vous que la rémunération normale suffise à couvrir les coûts d'équilibrage ?

Absolument pas, compte tenu des éléments fournis aux questions 22 et 24.

26. Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, comptez-vous proposer une offre indexée sur prix de référence ? Sur la référence de coûts d'approvisionnement ? Sinon, pourquoi ?

Oui mais seulement si cette référence est contestable et économiquement cohérente et représentative du marché de fourniture (différents coûts et risques entièrement couverts, marge suffisante, etc.)

27. Si le prix de référence publié devait refléter une offre à prix fixe, quelles composantes de la part hors approvisionnement détaillées ci-dessus, hormis la rémunération normale, devraient être adaptées selon vous ?

Comme déjà précisé, nous considérons que la mise en place d'un prix de référence pour les prix fixes sera source d'incompréhension pour le consommateur.

28. Avez-vous d'autres commentaires ?

Non